

ais lesquels ?



Le prochain numéro du “Débat”, revue fondée par l'historien Pierre Nora, traitera dans toutes ses dimensions d'un sujet brûlant pour la France actuelle : le “difficile enseignement de l'histoire”. Les conclusions en sont ici présentées en exclusivité pour “Marianne”. **PAR THOMAS RABINO**

L'enseignement de l'histoire est en crise. Les 24 contributeurs du *Débat* n° 175 le confirment, tout en allant plus loin que ce constat déjà vieux de plusieurs décennies. Quelles en sont les origines et les enjeux ? Comment a évolué l'apprentissage du passé à l'école ? Quels rapports entretiennent les jeunes générations avec ce même passé ? Pourquoi le champ historique est-il le théâtre de polémiques à répétition ? Quelles solutions envisager ? Quelle est la situation chez nos voisins européens ? Pour répondre à ces questions et nourrir... le débat, Pierre Nora et Marcel Gauchet, le rédacteur en chef de la revue, ont ouvert leurs colonnes à des spécialistes de tous horizons, mais aussi à des étudiants brillants qui témoignent de leur expérience des salles de cours.

Militantisme idéologique

Distinct des thématiques liées à la « repentance » tant décriée, le processus de « dévalorisation de l'histoire nationale » que décrit Pierre Nora en introduction s'applique au décentrage progressif des programmes scolaires au-delà des frontières de l'Hexagone. Loin d'une tradition dans laquelle la France apparaissait comme « l'axe » de tout appren-

tissage, le modèle mis en place depuis une trentaine d'années souffre, selon Nora, d'un « militantisme idéologique » qui apparaît comme le contrepoint d'un autre militantisme, nationaliste celui-là, exacerbé dans le roman national porté par les « hussards noirs de la République » et les manuels de l'historien « officiel » Ernest Lavisse.

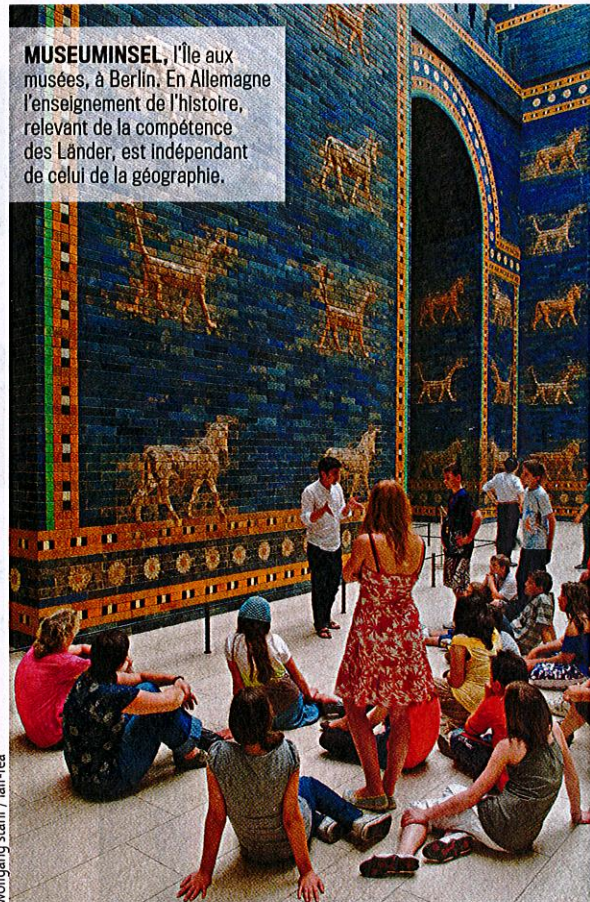
L'enseignement de l'histoire, vu par des étudiants : un « fatras sans queue ni tête », pétri de « sentimentalisme ».

Censées offrir un socle de connaissances et développer un esprit critique indispensable au futur citoyen, l'histoire et la géographie ont longtemps été considérées comme un moyen efficace de façonner une communauté nationale. Les jugements émis par six étudiants poursuivant leur cursus dans des établissements prestigieux laissent entendre que cette mission n'est plus à l'ordre du jour : évoquant un « fatras sans queue ni tête » pétri de « sentimentalisme » >



AU BRITISH MUSEUM
Au Royaume-Uni, l'historien Richard Evans dénonce un retour désastreux de l'enseignement de l'histoire aux années 30, quand l'Empire britannique rayonnait encore.

marion lefebvre / odessa / picturetank



MUSEUMINSEL, l'île aux musées, à Berlin. En Allemagne l'enseignement de l'histoire, relevant de la compétence des Länder, est indépendant de celui de la géographie.

wolfgang stahr / laif-réa

➤ et des « *sujets complètement évacués* », ces témoins remettent en question la « *logique de certains choix pédagogiques* » pourtant utiles à leur remarquable parcours. Professeur de géohistoire à l'université, Christian Grataloup souscrit à ces critiques en décrivant une « *géographie scolaire sans boussole* », car dénuée d'une véritable articulation avec d'autres sciences.

Comprendre son temps

Le *Débat* rappelle avec justesse que la diffusion de la connaissance historique ne se limite pas aux salles de classe : le survol des trente-cinq années d'existence d'un mensuel aussi emblématique que *l'Histoire* par Valérie Hannin, directrice de sa rédaction, met en évidence les évolutions d'un marché en baisse et les soubresauts de l'actualité auxquels s'est adapté un magazine conçu tant pour les spécialistes que pour les amateurs. La situation est à peu près identique dans l'édition : Hervé Hugueny, chef des informations de *Livres Hebdo*, a classé les « *best-sellers de l'histoire* » de ces dernières

années dans une typologie rigoureuse qui éclaire l'état du marché, les goûts du public, et les aléas d'une vulgarisation souffrant, selon lui, d'un déficit chronique de l'histoire capable de mettre à la portée du plus grand nombre le fruit de leurs recherches universitaires.

Vincent Peillon, l'actuel ministre de l'Education nationale, a réduit le volume des horaires d'histoire en classe de première.

Revenir sur les « *péripiéties de la discipline* » et la véritable « *bataille de l'enseignement* », comme l'ont fait l'universitaire Patrick Garcia et Hubert Tison, secrétaire général

de l'Association des professeurs d'histoire-géographie, s'avérait en effet indispensable pour bénéficier d'un certain recul. On oublie souvent que la suppression de l'histoire-géographie obligatoire en terminale scientifique par le précédent gouvernement fut la concrétisation, certes éphémère, d'une mesure régulièrement annoncée depuis les années 60 mais jamais appliquée. On oublie tout autant que Vincent Peillon, l'actuel ministre de l'Education, a réduit le volume des horaires en classe de première, révélant ici, d'après l'enseignant Bernard Poulhès, « *une remarquable continuité entre ce gouvernement de gauche et le précédent* » sur laquelle il convient de s'interroger tant ladite continuité n'est ni nouvelle ni cantonnée à l'histoire. Cette continuité se retrouve dans la fréquence avec laquelle surgissent des polémiques consécutives à une interventionnisme du politique souvent blâmé par une fraction importante d'historiens. « *Feu la Maison de l'histoire de France* », évoquée dans sa « *trop brève existence* » par Etienne François (membre du comité scientifique mis sur pied en 2010), en est un exemple

abouti, combattu avec obstination par une kyrielle d'historiens toujours prêts à faire « feu » sur un projet que Nicolas Sarkozy ne manqua pas d'associer au « débat sur l'identité nationale ». Rien de tel en Allemagne, où une institution semblable – et devenue fort prisée – vit le jour avec beaucoup moins de remous.

« *Partir du présent* » pour saisir la nécessité de l'apprentissage historique et, ainsi, mieux en définir les contours, tel est l'impératif émis par Krzysztof Pomian, directeur de recherche au CNRS et membre de la rédaction du *Débat*. Partisan d'un retour dans le secondaire français à l'épicentre des savoirs – comme on peut le voir depuis quelques années aux Pays-Bas « *canonisant la nation* » à travers l'évolution qu'analyse l'universitaire Willem Frijhoff –, Pomian prône d'abord la diffusion d'une histoire capable de comprendre son temps. Soit l'inverse du « chambardement » engagé dans les écoles du Royaume-Uni, présenté par l'historien Richard Evans comme un retour désastreux aux années 30, quand l'Empire britannique rayonnait encore.

L'antidote à une telle menace réside, au fond, dans « *la passion de s'interroger* », en faveur de laquelle milite le professeur en lycée Alexandre Saintin, qui étend sa réflexion au corps enseignant, selon lui peu disposé aux remises en question induites par l'évolution du métier et des élèves. En amont, la construction des programmes, spécifique au modèle français (et opposée au fédéralisme allemand), découle de multiples facteurs, comme le souligne Laurent Wirth, historien et inspecteur général de l'Éducation nationale. Entre « allègements » et « ouvertures » à des espaces gagnant à être connus, le défi demeure complexe, à plus forte raison face à diverses « pressions », avivées par le mythe d'une disparition de Louis XIV et de Napoléon que véhiculent à chaque rentrée des essais et des articles néoréactionnaires largement relayés par les médias. Débattue dans la plupart des pays européens et de nombreuses nations de par le monde, l'articulation entre « histoire nationale » et « histoire globale », associée à une pédagogie nouvelle, apparaît aux yeux du professeur des universités Christophe Charle comme l'enjeu principal d'un débat qui, n'en doutons pas, restera longtemps brûlant. ■ T.R.

Le Débat n° 175, mai-août 2013, Gallimard, 224 pages. En librairie le 6 juin. Le prochain numéro de la revue sera également consacré à l'enseignement de l'histoire.

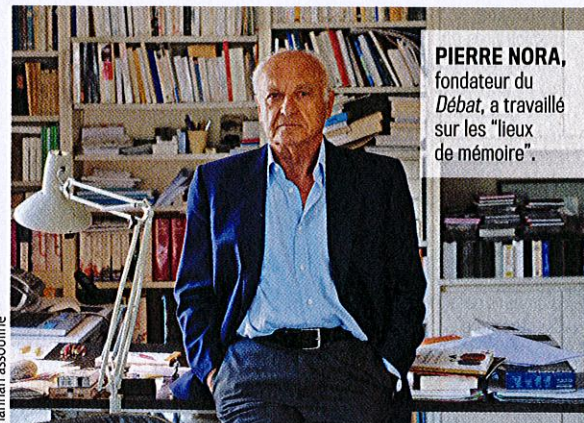
“PRÉPARER L'AVENIR EXIGE LA MAÎTRISE DU PASSÉ”

Marianne :
Les problématiques liées à l'enseignement de l'histoire sont-elles différentes en ce début de XXI^e siècle ?

Pierre Nora :
L'enseignement de l'histoire est de plus en plus difficile : d'abord, l'histoire de France subit une remise en cause critique des historiens eux-mêmes. Ensuite, on constate qu'il est désormais ardu d'apprendre de façon traditionnelle, voire autoritaire, avec une chronologie, des questions et des affirmations. Ne nous étonnons donc pas que les élèves s'interrogent sur l'utilité pratique d'un tel enseignement. Pour leur répondre, il faut que celui-ci mène à quelque chose. Cette explication est encore plus difficile à fournir lorsqu'elle est donnée à des enfants dont l'avenir sera *a priori* moins brillant que celui de leurs parents. S'il n'y a pas progrès, au sens large, vers une France plus démocratique, plus républicaine, plus ouverte, etc., à quoi bon apprendre comment on est parvenus à cette situation ? Or, c'est sans doute plus utile que jamais : il y a un lien entre cet avenir incertain et le rôle que l'on veut attribuer à l'histoire.

Depuis les années 60, on parle de plus en plus d'une diminution des savoirs en histoire. Quelle est la réalité ?

P.N. : De fait, la crise a commencé à ce moment-là. Dans l'enseignement



PIERRE NORA, fondateur du *Débat*, a travaillé sur les "lieux de mémoire".

primaire, l'histoire a perdu son autonomie pour devenir une « discipline d'éveil ». Dans le secondaire, la dégradation s'est aussi amorcée à cette époque, avec une réduction des horaires. On a toujours des professeurs formidables et des élèves qui apprécient l'histoire, mais le sort de la discipline est lié à celui des humanités en général, qui sont délaissées.

Le rôle dévolu à l'enseignement de l'histoire n'est-il pas toujours une formation à l'esprit critique, indispensable à la construction du citoyen ?

P.N. : Préparer l'avenir exige la maîtrise du passé. On ne peut donc vivre en orphelin du passé. Nous sommes probablement au bord d'une profonde « repensée » de l'apprentissage du passé, à laquelle *le Débat* voudrait contribuer. Il faudrait, comme l'écrit Krzysztof Pomian, repenser l'enseignement de l'histoire à partir de la connaissance du présent,

avec en point de mire la projection de soi dans l'insertion d'une histoire collective. Aujourd'hui, dans une époque faite d'individualisme forcené, il est difficile de dessiner les voies d'une histoire collective.

Vous signez dans le Débat un article sur l'abandon du projet de Maison de l'histoire de France voulue par Nicolas Sarkozy. Cette affaire n'est-elle pas symptomatique des controverses que suscite l'intrusion du politique dans l'histoire ?

P.N. : Sans doute. Reste que le projet a rapidement dérapé. A l'origine, j'étais loin d'être hostile à l'idée, même si la création d'un vaste portail numérique me semblait plus appropriée. Puis ce projet a germé en même temps qu'une série d'instrumentalisations de l'histoire par Nicolas Sarkozy, qui l'a associé au débat sur l'identité nationale. Dès lors, je ne pouvais approuver, ni même rester en retrait. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR T.R.